

*Le Code criminel*

Des emplois seront créés et l'ensemble du secteur, y compris le nouveau segment du pari en salle, en bénéficiera. Soulignons que les salles de paris stimuleront l'emploi dans des villes où les courses de chevaux ne sont pas accessibles autrement. Il s'agit d'abord d'emplois liés à la surveillance des télécommunications, à la tenue de paris mutuels et aux concessions. Mais le secteur des services en profitera également, en particulier dans les domaines de l'entretien des installations et de la restauration. Les professionnels des chevaux pourront compter sur des prix plus élevés. Le secteur sera mieux en mesure d'absorber les coûts croissants de l'entretien des hippodromes et du soin des chevaux. Ces nouveaux stimulants permettront de maintenir le calibre des courses au Canada. D'autre part, bon nombre de chevaux canadiens pur-sang et *Standardbred* peuvent courir à l'étranger s'ils possèdent des qualités exceptionnelles. Forts d'un meilleur appui au pays, les éleveurs canadiens seront en mesure de produire des chevaux de course de grande qualité.

Vu l'ampleur des avantages escomptés, il serait approprié que je prenne quelques instants pour décrire la dimension et l'importance du secteur des courses de chevaux au Canada.

Soulignons d'abord qu'il représente un segment important de l'industrie canadienne des chevaux. Par conséquent, la rentabilité du secteur des courses de chevaux contribue directement à la santé globale de l'industrie.

• (1520)

Il contribue également à la santé globale de l'industrie en permettant une meilleure répartition des coûts de l'offre des biens et des services. L'industrie des chevaux suscite une activité économique évaluée à 4 milliards de dollars par année au Canada. Elle emploie directement 100 000 personnes, dont 42 000 dans le secteur des courses. S'y ajoutent 20 000 emplois dans les services directement liés au secteur, tels que les concessions des restaurants et les ventes d'aliments du bétail, d'équipement de courses et d'autres matériels.

Les immobilisations sont considérables à l'intérieur de l'industrie des courses. Par exemple, on évalue à au moins 3,4 milliards de dollars l'ensemble de ses terrains, équipements et bâtiments. Ses immobilisations annuelles sont de l'ordre de 380 millions de dollars.

Un autre facteur important est que la balance commerciale de l'industrie des courses favorise le Canada. Les Américains misent environ 20 fois plus d'argent aux hippodromes canadiens que les Canadiens aux hippodromes américains.

En parcourant ces statistiques, on se rend compte que les courses sont une grosse entreprise au Canada. Pour certains, c'est une façon de vivre. Les courses font partie

de la culture et bien des gens sont dans ce domaine par amour.

Mais les tensions et les contraintes existent aussi dans cette industrie. L'industrie des courses considère maintenant, il faut bien l'admettre, qu'une action est nécessaire pour la préserver et la renforcer. Toutefois, les États-Unis ont récemment implanté des salles de pari près de la frontière, dans l'État de New York, en Pennsylvanie, dans le Dakota du Nord et dans l'État de Washington. En outre, ils envisagent également de légaliser ces établissements au Michigan et au Minnesota.

Comme je le disais tout à l'heure, notre balance commerciale avec les États-Unis est très favorable, mais cette nouvelle concurrence pourrait la faire pencher en leur faveur.

Les éleveurs et les propriétaires canadiens de chevaux pur-sang et *Standardbred* sont beaucoup plus présents sur le marché américain que l'inverse. Cette situation tient à deux facteurs: d'une part, le nombre nettement plus élevé de possibilités de compétitions aux États-Unis; d'autre part, de meilleures perspectives de recettes dues au fait que les profits des ventes et les bourses accordées sont en dollars américains.

Depuis 1980, toutefois, de graves pressions économiques s'exercent sur l'industrie canadienne des courses. Elles s'expliquent par l'inflation, la montée des coûts et la diminution sensible des revenus du secteur.

Les autres formes de jeux de hasard, comme les loteries, sont maintenant beaucoup plus intégrées au mode de vie canadien qu'elles ne l'étaient autrefois. Les recettes de l'industrie des courses de chevaux ont fondu, tandis que celle des loteries, en particulier, ont augmenté.

En 1987, les loteries provinciales ont enregistré des ventes de 3,34 milliards de dollars, soit une hausse de 700 millions de dollars, ou 26 p. 100, par rapport à 1986. Cette croissance tient à la grande diversité des jeux offerts, et au fait que les billets sont disponibles dans plus de 34 000 points de vente dans tout le pays.

La concurrence est appelée à s'intensifier encore. Certaines provinces, dont le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique, ont déjà légalisé des formes de jeux du type casino. D'autres leur emboîteront vraisemblablement le pas. Avec le temps, ces formes de jeux et d'autres semblables aggraveront les pressions qui s'exercent sur l'industrie des courses de chevaux et ses emplois.

A titre d'exemple de ce qui pourrait arriver, arrêtons-nous à l'expérience récente de la Saskatchewan. En 1987, plus de 213 millions de dollars y ont été misés dans des casinos, des bingos et autres jeux de hasard, pendant que les loteries raflaient plus de 93 millions de dollars. La même année, le pari mutuel sur les courses de chevaux n'a obtenu que 12,5 millions. Les chiffres définitifs pour